

ARRÊTE N° ARR2025_867

NATURE DE L'ACTE : ARRÊTÉ INDIVIDUEL

DOMAINE : COMMERCE ET MARCHÉS FORAINS

OBJET : DÉROGATIONS AU REPOS DOMINICAL POUR LES COMMERCES ANNÉE 2026

Le Maire de Pantin ;

Vu la loi n°2015-990 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques du 6 août 2015 et notamment son article 241-1 ;

Vu le code général des Collectivités Territoriales ;

Vu le code du Travail et notamment ses articles L. 3132-2, L. 3132-3, L. 3132-26, L. 3132-27 et L. 3132-27-1 ;

Vu la consultation des organisations syndicales de salariés en date du 22 septembre 2025 ;

Vu la consultation des organisations d'employeurs en date du 22 septembre 2025 ;

Vu l'avis favorable du Conseil municipal de Pantin en date du 27 novembre 2025 ;

Vu l'avis conforme du Conseil métropolitain du Grand Paris en date du 12 décembre 2025 ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Les commerces relevant de la branche d'activité automobile (Code NAF 45) :

Voitures et véhicules automobiles légers ; Motocycles, accessoires et équipements pour les motocycles ; Entretien et réparation de motocycles ; sont autorisés à employer leur personnel salarié les dimanches :

- dimanche 18 janvier 2026 (portes ouvertes nationales) ;
- dimanche 14 juin 2026 (portes ouvertes nationales) ;
- dimanche 11 octobre 2026 (portes ouvertes nationales).

ARTICLE 2 : Les commerces de la branche d'activité commerce de détail (Code NAF 47) :

Produits surgelés ; Alimentation générale ; Supérettes ; Supermarchés ; Magasins multi-commerces ; Hypermarchés ; Fruits et légumes ; Viandes et produits à base de viande ; Poissons, crustacés et mollusques ; Pain, pâtisserie et confiserie ; Boissons ; Produits à base de tabac ; Autres commerces de détail alimentaires ; Ordinateurs, unités périphériques et logiciels ; Matériels de télécommunication ; Matériels audio/vidéo ; Textiles ; Quincaillerie, peintures et verres en magasin spécialisé ; Tapis, moquettes et revêtements de murs et de sols ; Appareils électroménagers ; Meubles, appareils d'éclairage et autres articles de ménage ; Livres ; Journaux et papeterie ; Enregistrements musicaux et vidéo en magasin spécialisé ; Articles de sport ; Jeux et jouets ; Habillement ; Chaussure ; Maroquinerie et articles de voyage ; Produits pharmaceutiques ; Articles médicaux et orthopédiques ; Parfumerie et produits de beauté ; Fleurs, plantes, graines, engrangis, animaux de compagnie et aliments pour ces animaux ; Articles d'horlogerie et de bijouterie ; Optique ; Autres commerces de détail spécialisés divers ; Biens d'occasion en magasin ;

sont autorisés à employer leur personnel salarié les dimanches :

- dimanche 11 janvier 2026 (premier dimanche des soldes d'hiver) ;
- dimanche 28 juin 2026 (premier dimanche des soldes d'été) ;
- dimanche 30 août 2026 (rentrée scolaire) ;
- dimanche 6 décembre 2026 (fêtes de fin d'année) ;
- dimanche 13 décembre 2026 (fêtes de fin d'année) ;
- dimanche 20 décembre 2026 (fêtes de fin d'année) ;
- dimanche 27 décembre 2026 (fêtes de fin d'année).

ARTICLE 3 : Conformément à l'article L 3132-27 du Code du Travail, chaque salarié privé de repos dominical perçoit une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente, ainsi qu'un repos compensateur équivalent en temps.

Le repos compensateur sera accordé par roulement dans la quinzaine qui précède ou suit la suppression du repos.

Si le repos dominical est supprimé un dimanche précédent une fête légale, le repos compensateur est donné le jour de cette fête.

ARTICLE 4 : Conformément à l'article L 3132-26-1 du Code du Travail, lorsque le repos dominical a été supprimé le jour d'un scrutin national ou local, l'employeur prend toute mesure nécessaire pour permettre aux salariés d'exercer personnellement leur droit de vote.

ARTICLE 5 : Conformément à l'article L 3132-26 du Code du Travail, pour les commerces de détail alimentaire dont la surface de vente est supérieure au seuil mentionné au premier alinéa de l'article 3 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 (400 mètres carrés), lorsque les jours fériés mentionnés à l'article L. 3133-1, à l'exception du 3^e le 1^{er} mai), sont travaillés, ils sont déduits par l'établissement des dimanches désignés par le maire au titre des dérogations au repos dominical.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté est susceptible de recours, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, devant le Tribunal Administratif de Montreuil, conformément aux dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application télerecours citoyen, accessible à partir du site www.telerecours.fr.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera transmis à Monsieur le Directeur Départemental du Travail et de l'emploi de la Seine-Saint-Denis, à Monsieur le Commissaire de Police et à Monsieur le Directeur de la Concurrence et de la Consommation.

Fait à Pantin